

Liberté Égalité Fraternité



THÈME 4 : LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE : LE « SUICIDE DE L'EUROPE » ET LA FIN DES EMPIRES EUROPÉENS

SOMMAIRE

Axes majeurs et problématique générale du thème		
Axes majeurs	3	
Problématiques générales du thème	4	
Chapitre 1 – Un embrasement mondial et ses grandes étapes	4	
Enjeux du chapitre	4	
Comment insérer les points de passage et d'ouverture	9	
Pièges à éviter dans la mise en œuvre		
Chapitre 2 – Les sociétés en guerre : des civils acteurs et victime Enjeux du chapitre	es de la guerre_13 13	
Pièges à éviter dans la mise en œuvre	15 16	
Chapitre 3 – Sortir de la guerre : la tentative de construction d nations démocratiques		
Enjeux du chapitre		
Comment insérer les points de passage et d'ouverture		
Pièges à éviter dans la mise en œuvre		
Pour aller plus loin	22	
Premier chapitre	22	
Deuxième chapitre	23	
Troisième chapitre	24	







Chapitre 1. Un embrasement mondial et ses grandes étapes		mbrasement mondial et ses grandes étapes
	Objectifs	Ce chapitre vise à présenter les phases et les formes de la guerre (terrestre, navale et aérienne). On peut mettre en avant : les motivations et les buts de guerre des belligérants; l'extension progressive du conflit et les grandes étapes de la guerre; l'échec de la guerre de mouvement et le passage à la guerre de position; l'implication des empires coloniaux britannique et français; la désintégration de l'empire russe.
	Points de passage et d'ouverture	 Août - septembre 1914 – Tannenberg et la Marne. 1915 – L'offensive des Dardanelles. 1916 – La bataille de la Somme. Mars 1918 – La dernière offensive allemande.

Chapitre 2. Les	Chapitre 2. Les sociétés en guerre : des civils acteurs et victimes de la guerre	
Objectifs	Ce chapitre vise à souligner l'implication des sociétés, des économies, des sciences et des techniques dans une guerre longue. On peut mettre en avant : les dimensions économique, industrielle et scientifique de la guerre; les conséquences à court et long termes de la mobilisation des civils, notamment en ce qui concerne la place des femmes dans la société; le génocide des Arméniens, en articulant la situation des Arméniens depuis les massacres de 1894-1896 et l'évolution du conflit mondial.	
Points de passage et d'ouverture	 Marie Curie dans la guerre. 24 mai 1915 – La déclaration de la Triple Entente à propos des « crimes contre l'humanité et la civilisation » perpétrés contre les Arméniens de l'Empire ottoman. Les grèves de l'année 1917. 	

Chapitre 3. Sortir de la guerre : la tentative de construction d'un ordre des nations démocratiques		
Objectifs	Ce chapitre vise à étudier les différentes manières dont les belligérants sont sortis de la guerre et la difficile construction de la paix. On peut mettre en avant : • le bilan humain et matériel de la guerre; • les principes formulés par le président Wilson et la fondation de la Société des Nations; • les traités de paix et la fin des empires multinationaux européens; • les interventions étrangères et la guerre civile en Russie jusqu'en 1922; • les enjeux de mémoire de la Grande Guerre tant pour les acteurs collectifs que pour les individus et leurs familles.	
Points de passage et d'ouverture	 1919-1923 – Les traités de paix. 1920 – Le soldat inconnu et les enjeux mémoriels. 1922 – Le passeport Nansen et le statut des apatrides. 	







Axes majeurs et problématique générale du thème

Ce thème permet de prendre en compte tout l'apport historiographique des nombreuses publications suscitées par le centenaire de la Première Guerre mondiale afin d'envisager une histoire mondiale de la Grande Guerre, en s'attachant tout particulièrement à l'échelle des États et à la diversité des lieux, des acteurs et des formes du conflit. Le centenaire de la Grande Guerre a occasionné la parution de milliers d'ouvrages à différentes échelles, ainsi que des initiatives variées, allant de la collecte de documents-sources à la création de projets commémoratifs. Des études locales à la « grande » histoire militaire, politique ou économique, la Première Guerre mondiale offre un champ d'analyses foisonnant.

Axes majeurs

L'intitulé du thème met tout d'abord en avant le « suicide de l'Europe » ainsi que la fin des empires européens. Cet intitulé insiste donc à la fois sur le heurt entre les puissances européennes, qui met à bas la suprématie mondiale de l'Europe, et sur l'affirmation accrue des États-nations face aux États multinationaux qui en découle.

L'expression de « suicide de l'Europe », employée par l'écrivain Romain Rolland dès 1914 (le pape Benoît XV évoque en 1916 un « suicide de l'Europe civilisée ») ne doit cependant pas conduire à penser que les dirigeants des États européens qui se sont engagés dans la guerre avaient conscience de mener les populations vers la catastrophe. Lorsque s'ouvre la crise de l'été 1914, seuls quelques rares observateurs et hommes politiques socialistes et pacifistes pressentent l'imminent basculement dans un conflit mondial, à l'instar de Jean Jaurès, assassiné le 31 juillet après avoir prédit, dans son discours de Vaise du 25 juillet, la tempête dans laquelle les pays européens s'engageaient et la catastrophe humaine qui allait en découler.

D'autre part, l'insistance sur la fin des empires multinationaux européens questionne les « sorties de guerre » et la manière dont la paix a été négociée. Celle-ci, malgré les souhaits du président Wilson, n'aboutit pas à la fin des empires coloniaux. Cependant, on observe une tentative pour réorganiser l'Europe sur la base d'États-nations démocratiques. Comment remplacer le « concert européen » mis à bas en 1914 après avoir dominé les relations internationales depuis 1815?

Parce que la guerre mobilise toutes les ressources et qu'elle s'étend sur tous les continents, elle est qualifiée de « mondiale » mais aussi de « totale ». En ce qui concerne l'expérience européenne, les historiens distinguent désormais trois fronts :

- le front de l'avant : la frontière de l'avancée des armées ennemies. Il s'agit évidemment des fronts occidentaux mais aussi des fronts orientaux, africains et asiatiques, conséquence des alliances entre les pays protagonistes du conflit;
- le front occupé : les populations sous le joug des armées ennemies représentent des millions de personnes. Les territoires comme la Belgique, les régions du nord et de l'est de la France, ou encore ceux du sud-est de l'Europe, militairement dominés et économiquement exploités, connaissent des situations tout à fait spécifiques et intéressantes à étudier. Ce front inclut également les réfugiés ayant fui les invasions militaires ennemies ;
- le front de l'arrière ou heimatfront / homefront : il englobe les civils et tous les moyens mis à disposition (agricoles, industriels, politiques, culturels, etc.) pour mener la guerre.







1RE

Il s'agit dans ce thème d'étudier plus spécifiquement les fronts de l'avant, c'est-à-dire les lieux-frontières où se déroulent les affrontements sur terre, sur mer et dans les airs entre armées ennemies, ainsi que les fronts de l'arrière, en se concentrant sur les formes de mobilisation des populations civiles, ainsi que sur les violences auxquelles elles sont confrontées.

Problématiques générales du thème

Comment s'expliquent l'extension et la radicalité du conflit armé? Quelles formes inédites le conflit prend-il et quels moments charnières expliquant les tournants de la guerre peut-on retenir? Comment sort-on d'un tel conflit?

Chapitre 1 – Un embrasement mondial et ses grandes étapes

Enjeux du chapitre

La crise de l'été 1914 et ses origines : le poids des alliances et des nationalismes

Aborder les entrées dans le conflit permet de comprendre les **motivations et buts de guerre des différents belligérants**. Il faut pour cela rappeler brièvement le contexte d'avant août 1914 et les conditions de déclenchement du conflit.

Les tensions impérialistes jouent un rôle : la France et le Royaume-Uni ont réglé leur contentieux colonial en 1904, mais les crises de Tanger en 1905 et d'Agadir en 1911 ont mis la France et l'Allemagne au bord de l'affrontement à propos du Maroc. Des systèmes d'alliance se sont mis en place : accord entre l'Allemagne et l'empire d'Autriche-Hongrie appelé la « Duplice » en 1879, qui devient la « Triple Alliance » ou « Triplice » avec le rattachement de l'Italie en 1882, alliance franco-russe en 1892, rapprochement entre l'Allemagne et l'Empire ottoman à la fin du XIX^e siècle, « Entente cordiale » franco-britannique en 1904 et « Triple Entente » unissant la France, le Royaume-Uni et la Russie en 1907.

Cependant, ce ne sont pas les tensions coloniales qui déclenchent la guerre, mais celles entre deux empires multinationaux, l'empire austro-hongrois et l'empire russe, dans les Balkans où le recul de l'Empire ottoman, amorcé depuis des décennies, bouleverse l'équilibre des puissances sur le continent, en attisant les nationalismes et les ambitions russes. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908 par l'Autriche-Hongrie et les guerres balkaniques en 1912-1913 on fait de la région une « poudrière ». L'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand de Habsbourg, successeur au trône de l'empire austro-hongrois, et de son épouse par Gavrilo Princip, un nationaliste serbe, le 28 juin 1914 à Sarajevo, suscite un ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, soutenue par la Russie. Le mois de juillet est marqué par la volonté d'éviter la guerre à tout prix en proposant des solutions diplomatiques, ce que l'Allemagne, soutenant l'Autriche-Hongrie, refuse car elle estime ne prendre que le risque d'une guerre limitée, tandis que la France refuse de mettre en péril l'alliance franco-russe en ne soutenant pas la Russie. Les déclarations de guerre s'enchaînent alors : de l'Autriche-Hongrie à la Serbie (28 juillet), puis de l'Allemagne à la Russie (1er août), de l'Allemagne à la France (3 août), du Royaume-Uni à l'Allemagne (4 août) et de l'Autriche-Hongrie à la Russie







(5 août). Chaque puissance a eu peur d'être prise au dépourvu par les autres : ainsi de l'Allemagne qui a pris les devants avec la Russie en redoutant d'être submergée de manière impromptue par le « rouleau compresseur » russe.

Il est important de mentionner que le système des alliances ne menait pas inéluctablement au déclenchement du conflit. L'Allemagne aurait pu calmer les ambitions austro-hongroises mais ne l'a pas fait, au contraire; la France s'était engagée par traité à soutenir la Russie uniquement si ses « intérêts vitaux » étaient menacés, alors que le Royaume-Uni et la France ne s'étaient engagés par traité qu'à se concerter en cas de crise grave.

Chaque pays s'était préparé militairement à un éventuel conflit d'ampleur en élaborant des plans de mobilisation rapide des hommes et des moyens techniques, de même que des stratégies d'offensives éclair. Ainsi, la France avait établi de multiples plans militaires au gré des vicissitudes des relations internationales. Le dernier, le « plan XVII », décidé par Joseph Joffre, chef d'état-major de l'armée française, prône l'offensive à outrance à la frontière lorraine et alsacienne, au détriment de la frontière belge. En outre, il sous-estime nettement les forces allemandes.

De son côté, l'Allemagne envisage, dans le cadre du plan Schlieffen, une victoire rapide sur les troupes françaises en les prenant en tenaille dans le nord de la France, afin de se concentrer le plus rapidement possible sur le front de l'est et le combat contre la Russie, présumée plus puissante. Ce plan prévoit le passage des troupes allemandes par la Belgique, et donc la violation de la neutralité belge, ce qui décidera le Royaume-Uni à entrer dans la guerre. La Russie envisage elle aussi sa stratégie militaire en cas de guerre dans le cadre du « Plan 19 », prévoyant de faire face à la fois aux Allemands en Prusse orientale et aux Autrichiens en Galicie.

Motivations et buts de guerre

Formulés en septembre 1914, les buts de guerre allemands sont avant tout territoriaux : à l'Ouest, annexions de la Belgique et du nord/nord-est de la France afin de mettre à mal la puissance navale et commerciale britannique, tandis que la poussée vers l'Est (*Drang nach Osten*) vise à conquérir la Pologne, les pays baltes et à soumettre les populations slaves. L'Allemagne veut également se constituer un empire colonial en Afrique au détriment des Français et des Britanniques.

L'empire austro-hongrois dirigé par les Habsbourg, obsédé par sa survie face à la montée des nationalités, se fixe dans un premier temps des objectifs territoriaux, à savoir l'intégration de la Serbie, de l'Albanie, de la Roumanie et de la Pologne russe.

L'Empire ottoman compte, à la faveur de la guerre, gagner des territoires en Grèce et en Albanie.

Du côté de l'Entente, les motivations sont assez similaires. La France voit dans le conflit l'occasion de récupérer l'Alsace et la Moselle perdues en 1871. Le Royaume-Uni voit d'une part l'occasion de limiter la puissance navale de l'Allemagne et ses visées impérialistes, et d'autre part l'opportunité de prendre le contrôle de certaines zones stratégiques au Moyen-Orient. La Russie voudrait quant à elle se saisir des détroits (Dardanelles et Bosphore) afin de se dégager un accès à la Méditerranée. Elle voit également l'opportunité de devenir la garante des nationalités (Serbes, Bulgares, Croates, Slovènes...) luttant contre les hégémonies austro-hongroise et ottomane.







1RE

Une entrée par la situation à l'été 1914 peut permettre, pour chaque pays, d'aborder cette question des buts de guerre en montrant pourquoi les différents gouvernements ont accepté de prendre les risques qui ont conduit à l'embrasement européen.

Vers une guerre longue et un conflit mondial

Le lien suggéré entre « l'extension progressive du conflit » et « les grandes étapes de la guerre » peut également être précisé. L'échec de la guerre de mouvement est ainsi décisif dans l'extension du conflit : lors du premier mois, les principaux protagonistes tentent de mener une guerre éclair par le biais d'offensives sur terre et sur mer. Il faut dire que jusqu'alors, la guerre n'est envisagée que par le biais du mouvement, des attaques et des conquêtes, à l'exception de la poliorcétique (techniques de siège des villes). L'Allemagne envahit ainsi la Belgique puis le nord de la France, mais elle est stoppée par la contre-offensive menée par le général Joffre (bataille de la Marne, du 5 au 12 septembre 1914). Sur le front de l'Est, l'armée russe pénètre en Prusse orientale, mais elle est battue par les troupes allemandes dirigées par le commandant Paul von Hindenburg à Tannenberg (26-30 août 1914).

Ces premiers affrontements aboutissant à des succès très mitigés au prix de pertes humaines considérables mettent fin à l'espoir d'une issue rapide au conflit. En décembre 1914, le front occidental se stabilise et les soldats commencent à creuser des tranchées afin de se protéger. Le conflit s'enlise à partir de novembre 1914 dans une guerre de position qui se prolonge jusqu'en mars 1918, et ce malgré les tentatives des états-majors de faire bouger les lignes. En effet, les batailles s'enchaînent sur le front de l'Ouest (Artois, Champagne) mais aussi sur les autres fronts (italien, russe et des Balkans). Les troupes franco-britanniques tentent d'ouvrir un nouveau front en débarquant dans le détroit des Dardanelles mais, insuffisamment préparées, notamment en termes de connaissance du terrain, elles sont finalement repoussées, après avoir subi de lourdes pertes, par les troupes ottomanes.

Par ailleurs, l'Allemagne se lance dans la guerre sous-marine et coule le paquebot britannique *Lusitania* (1915). Dans les tranchées, le conflit commence à prendre la forme d'une guerre d'usure. La mortalité est très élevée, en raison de l'utilisation d'armes destructrices, à commencer par l'artillerie qui fait pleuvoir des obus dans les tranchées, les gaz toxiques qui font leur apparition en 1915, les mitrailleuses, grenades ou lance-flammes, etc. Cet arsenal provoque de véritables hécatombes et les conditions de vie, particulièrement pénibles, ajoutent au désespoir des soldats. L'expérience combattante est donc multiple, elle concerne également les femmes, engagées comme infirmières ou comme « espionnes ».

Face à cet immobilisme de fait, chaque camp cherche de nouveaux alliés et des moyens qui puissent faire pencher la balance en sa faveur. Le conflit, circonscrit dans un premier temps au continent européen, ne tarde donc pas à se mondialiser au gré des alliances diplomatiques et de la mobilisation des empires coloniaux.

L'Italie en 1915, les États-Unis puis le Brésil en 1917, rejoignent l'Entente, tandis que l'Empire ottoman en 1914 et la Bulgarie en 1915 se rangent du côté des empires centraux. L'année 1916 est marquée par le passage à un seuil de violence encore supérieur dans les moyens mis en œuvre et l'ampleur des dégâts occasionnés. La production d'armes passe à un stade industriel et les batailles se multiplient : celle de Verdun dure dix mois (de février à décembre 1916) et occasionne plus de 700 000 victimes, essentiellement allemandes, britanniques et françaises. Les







pertes s'expliquent notamment par le fait que d'innombrables blessés n'ont pu être secourus et ont agonisé dans le *no man's land*, faute d'une prise en charge sanitaire efficace. *La bataille de la Somme (juillet 1916*) voit l'arrivée massive de volontaires de la « Nouvelle armée » créée par Lord Kitchener, mais les troupes allemandes résistent et font échouer l'attaque. La guerre se poursuit sur d'autres fronts : en Afrique, l'armée allemande de Lettow-Vorbeck, composée de 16 000 hommes, mène une campagne d'usure contre les forces britanniques et sud-africaines. Sur le front oriental, les Russes infligent une sévère défaite aux Ottomans. Ils mènent également « l'offensive Broussilov » sur près de 300 km contre les Austro-Hongrois, mis en grande difficulté jusqu'à l'arrivée de leurs alliés allemands. En Mésopotamie, les Ottomans écrasent les troupes britanniques composées de soldats coloniaux indiens. 13 000 d'entre eux sont faits prisonniers et les 2/3 meurent en captivité.

L'aspect mondial du conflit est renforcé par l'implication des empires coloniaux britannique et français. Dès le début de la guerre, les deux puissances européennes s'appuient sur leurs colonies, en utilisant les denrées alimentaires qu'elles fournissent à la métropole, mais aussi en recrutant les indigènes dans les armées et les usines. Les colonies sont perçues comme un réservoir de soldats auquel l'État fait régulièrement appel. Sur les 583 000 soldats indigènes appelés sous les drapeaux français, la plupart viennent d'Algérie et d'AOF, le reste des autres colonies (Maroc, Tunisie, Madagascar, Indochine, La Réunion, etc.). Au total, 73 000 ne survivent pas à la guerre. En effet, la mortalité est forte dans ces contingents car les tirailleurs sont envoyés en première ligne sur les différents fronts, sans avoir été formés et étant vêtus d'un uniforme peu discret. Ils ne touchent qu'une mince indemnité, ce qui ne stimule pas le recrutement de nouveaux combattants.

De son côté, la couronne britannique fait appel à plus de 2,7 millions de soldats coloniaux, dont la moitié sont originaires des Indes britanniques, et le reste essentiellement du Canada, de l'Union sud-africaine, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Le nombre de victimes parmi eux s'élève à 210 000.

Enfin, les territoires extra-européens deviennent le théâtre d'affrontements, en particulier sous la forme de batailles navales. Les flottes servent à encercler les colonies ennemies afin de bombarder des points stratégiques et d'établir des blocus maritimes. Ainsi, dès 1915, les *U-boot* (sous-marins allemands) attaquent des centaines de navires marchands alliés puis déclenchent la guerre sous-marine à outrance à partir de 1917. Cette stratégie allemande a une conséquence particulièrement importante : elle joue un rôle décisif dans l'entrée en guerre des États-Unis (où la population est très divisée sur la question), sans permettre de desserrer l'étau qui étrangle progressivement l'Allemagne.

L'année 1917 est une année charnière, où les lignes bougent : avec l'intervention des États-Unis et le retrait de la Russie, l'Allemagne est désormais renforcée à l'Ouest, mais elle achève de perdre la maîtrise des mers, alors qu'elle se trouve dépassée sur les plans stratégiques de la production et de l'approvisionnement en pétrole. Alors que la violence des affrontements s'accentue encore avec l'apparition des tanks et de l'aviation de guerre, la lassitude des combattants est immense, accentuée par des offensives répétées sans résultats probants. En France, l'échec de celle menée par le général Nivelle au Chemin des Dames en avril marque le point de bascule. Certains soldats vont jusqu'à la mutinerie, d'autres pratiquent l'automutilation pour échapper







au front. Nivelle est remplacé par le général Pétain à la tête des armées françaises en mai 1917, dans le but de redonner confiance aux troupes, d'améliorer leurs conditions de vie mais également de condamner les mutins, afin d'endiguer la crise morale qui sévit dans les tranchées.

En Russie, le manque d'organisation de l'économie de guerre et les difficultés d'approvisionnement des troupes (jusqu'aux munitions) suscitent de nombreuses désertions. C'est dans ce contexte qu'il faut envisager la désintégration de l'empire russe. L'enlisement dans la guerre et les échecs militaires répétés (défaite de Tannenberg en 1914, évacuation de la Galicie l'année suivante), la perte de centaines de milliers d'hommes et de vastes territoires déstabilisent le pouvoir tsariste. L'économie russe est en outre considérablement fragilisée par les blocus et la fermeture des détroits. Le front arrière subit pénuries et inflation; les tensions entre villes et campagnes s'accentuent. Des manifestations ont lieu à Petrograd le 20 février 1917 en réaction à l'annonce de la mise en place du rationnement. La grève devient générale et l'armée tsariste se rallie bientôt aux manifestants. Le régime du tsar Nicolas Il est renversé en quelques jours. L'Entente soutient le gouvernement provisoire pro-démocratique, mais ce dernier doit négocier avec le soviet de Petrograd, une assemblée autoproclamée composée de révolutionnaires de diverses sensibilités politiques (mencheviks, bolcheviks, socialistes révolutionnaires) dans le cadre d'un compromis établissant un double pouvoir. Le gouvernement se trouve pris dans un dilemme : si la Russie devient une démocratie, peut-elle renier l'alliance avec la France et le Royaume-Uni, alors même que la conduite de la guerre est de plus en plus difficile? Le pays sombre progressivement dans les divisions et l'anarchie, ce qui profite aux bolcheviks. Lénine, exilé depuis dix ans, revient alors en Russie et publie les Thèses d'avril, dans lesquelles il exprime son opposition à toute collaboration avec le gouvernement provisoire de Kerenski. Il prône un retrait immédiat de la guerre, la confiscation puis le partage des terres, le contrôle ouvrier sur les usines et l'instauration d'une république des soviets. Les idées pacifistes gagnent une grande partie de la population russe, y compris les soldats. Le coup d'État organisé par Lénine et Trotski entérine la révolution des 24 et 25 octobre, instaurant un régime bolchévique fondé sur la lecture léniniste de la « dictature du prolétariat » prônée par Marx et Engels.

La guerre, à la fois civile et étrangère, qui se poursuit tant bien que mal durant tout ce temps, structure en profondeur le pouvoir communiste, en particulier en ce qui concerne l'usage de la violence : la famille impériale est exécutée, une police politique est créée, les opposants sont déportés. Le 3 mars 1918, le traité de Brest-Litovsk permet à la Russie de sortir du conflit mondial, mais au prix de très lourdes pertes territoriales (Pologne, Ukraine, pays baltes, Finlande...). En outre, l'Allemagne a désormais les mains libres pour concentrer ses forces sur le front de l'ouest. Le général Ludendorff lance une grande offensive qui mène les troupes allemandes jusqu'à la Marne entre mars et juillet 1918. Cependant, les Alliés, commandés par le général Foch, bénéficient du soutien américain, aussi bien logistique (chars, avions) qu'humain (plus de deux millions de soldats au total), et de la maîtrise des zones pétrolières.

Le retour à la guerre de mouvement en mars 1918 permet ainsi aux pays de l'Entente de prendre le dessus et de vaincre les empires centraux. En septembre, une série d'offensives alliées sur le front oriental entraîne le recul de l'Autriche-Hongrie, de la Bulgarie et de l'Empire ottoman. Acculée, l'Allemagne doit signer, le 11 novembre 1918 à Rethondes, l'armistice en présence des représentants français et britanniques.







Comment insérer les points de passage et d'ouverture

Les points de passage et d'ouverture, dont le développement doit être variable et amène à développer des compétences diversifiées, ont été sélectionnés pour marquer les étapes du conflit : les batailles de la Marne et de Tannenberg aboutissent à l'échec de la guerre de mouvement. L'offensive des Dardanelles ouvre une perspective sur l'internationalisation du conflit et sur la volonté de sortir de la guerre de position. La bataille de la Somme, en regard de celle de Verdun, montre l'impossibilité d'obtenir une décision par voie terrestre. L'offensive de mars 1918 est la dernière tentative allemande soutenue d'obtenir la décision, alors que depuis 1916 et la bataille maritime du Jutland, l'Allemagne a perdu tout espoir de desserrer le blocus maritime qui l'étrangle progressivement.

Août-septembre 1914 : les batailles de Tannenberg et de la Marne

L'étude des premières grandes batailles de l'été 1914, l'une sur le front oriental (Tannenberg du 26 au 30 août), l'autre sur le front occidental (la Marne du 6 au 13 septembre) illustre la stratégie militaire alors partagée par tous les protagonistes : il faut mener des offensives dans un laps de temps court afin de remporter la guerre au plus tôt, sur le modèle des guerres napoléoniennes. L'Allemagne, prise en étau entre la France et son alliée la Russie, envisage selon le plan Schlieffen de défaire dans un premier temps les troupes françaises à l'ouest afin de reporter ses forces sur le front de l'est. Or, l'armée russe décide de surprendre les Allemands en attaquant dès la miaoût la province de Prusse orientale, s'emparant le 20 août de Gumbinnen, alors qu'au Sud, en Galicie, la cavalerie russe vainc les Autrichiens. Face à ces premiers échecs dus au « rouleur compresseur russe », les Allemands changent de stratégie : après avoir renforcé les effectifs stationnant sur le front oriental, les généraux Hindenburg et Ludendorff lancent une offensive sur les 150 000 soldats du général russe Samsonov. La bataille de Tannenberg voit notamment la capture de 92 000 soldats russes et de 500 canons par les Allemands. L'impact psychologique joue par la suite en faveur de l'Allemagne. Le 14 septembre, la I^{re} armée russe commandée par Rennenkampf est également battue aux lacs Mazures. Le dispositif militaire russe, égrené de la Baltique aux Carpates, a rapidement montré ses failles.

Sur le front Ouest, l'Allemagne a envahi la Belgique puis le nord-est de la France, et les troupes françaises doivent battre en retraite. L'armée allemande se rapproche dangereusement de Paris puisqu'elle n'est plus, à la fin du mois d'août, qu'à une cinquantaine de kilomètres de la capitale, ce qui pousse le gouvernement français à se réfugier à Bordeaux. Le général Joffre, convaincu par le général Gallieni, gouverneur militaire de Paris, met alors en place la contre-offensive et lance un appel : « Au moment où s'engage une bataille dont dépend le salut du Pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière. Tous les efforts doivent être employés à attaquer et repousser l'ennemi. Toute troupe qui ne pourra plus avancer devra coûte que coûte garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée ». Le 5 septembre, la bataille est lancée sur un front de plus de 200 km entre Meaux et Verdun. Une brèche est ouverte dans la Ire armée allemande commandée par le général von Kluck. Les Alliés, Français aidés par un corps expéditionnaire britannique, en profitent pour l'enfoncer. Les 7 et 8 septembre, 6 000 soldats d'infanterie sont emmenés au front depuis Paris par des véhicules réquisitionnés, les célèbres « taxis de la Marne ». En quelques jours, les troupes allemandes sont contraintes de se retirer et se retranchent au nord de l'Aisne. Les premières tranchées sont alors creusées près de Sainte-Menehould. Cette issue est qualifiée par les Français de « miracle de la Marne ».







1^{RE}

Après un élan de conquête, les Alliés comme les empires centraux prennent conscience de la violence des combats, de l'équilibre relatif des forces et de la difficulté à mener à bien, sur le terrain, des stratégies militaires élaborées à partir de cartes et de théories.

1915: l'offensive des Dardanelles

Dès novembre 1914, les Britanniques D. Lloyd George, chancelier de l'Échiquier, H. H. Kitchener, ministre de la Guerre, et W. Churchill, premier lord de l'Amirauté, ainsi que R. Poincaré, président de la République française, envisagent de concert un débarquement allié dans le détroit des Dardanelles afin de vaincre l'Empire ottoman et de s'emparer des détroits reliant la Méditerranée à la mer Noire. Le détroit des Dardanelles qui, par son étroitesse (un à quatre kilomètres de large), rend vulnérable tout navire ennemi qui s'y engage, est en effet un lieu stratégique pour les protagonistes du conflit qui cherchent à avancer ailleurs que sur le front occidental. En effet, sa conquête permettrait de rompre le blocus maritime dont pâtissent alors les ports russes depuis plusieurs mois.

Bien que séduisante, l'idée rencontre l'opposition des commandants du front ouest, qui craignent qu'on ne leur ponctionne des soldats afin de nourrir le front ottoman. Cet atermoiement donne le temps aux Ottomans de renforcer leurs littoraux de lignes de mines et d'une série de forts.

Finalement, en février-mars 1915, les Alliés lancent l'attaque, par le biais de bombardements puis d'un assaut naval. Plusieurs cuirassés sont coulés et les Ottomans apprennent l'imminence d'une offensive terrestre d'ampleur et d'un débarquement allié. Celui-ci a lieu le 25 avril sur la presqu'île de Gallipoli et mobilise 2,7 millions de soldats français, britanniques, australiens et néo-zélandais, dont beaucoup combattent pour la première fois. En outre, cette opération militaire d'un genre nouveau expose particulièrement les soldats, à découvert sur les plages, aux tirs des Ottomans postés sur les collines environnantes. Les troupes ottomanes sont commandées par le colonel Mustafa Kemal, futur Atatürk. Le nombre de victimes est impressionnant et s'alourdit de jour en jour. Les cadavres pourrissant sur la plage provoquent le départ d'épidémies. Les soldats alliés vivent terrés dans des tranchées ou des abris de fortune. Un légionnaire témoigne : « Ce n'est pas une guerre, c'est une boucherie » (*La Revue*, 25 juin 1915). Ce carnage entraîne à Londres une grave crise politique : le chef d'étatmajor de la flotte, lord Fisher, doit démissionner, de même que Churchill doit quitter son poste de premier lord de l'Amirauté. Les troupes sont finalement évacuées en décembre 1915, pour un bilan de 46 000 morts et de 86 000 blessés du côté des Alliés. Les Turcs perdent presque autant d'hommes mais la déroute est uniquement ressentie du côté allié. Au contraire, en repoussant l'invasion occidentale, les armées ottomanes sortent grandies de l'affrontement, et cette bataille marque un tournant dans la guerre.

Au Royaume-Uni, une commission d'enquête est diligentée début 1916 afin d'analyser les raisons du désastre. Churchill est alors systématiquement montré du doigt et la cohésion entre armées alliées en souffre durablement. En Australie et en Nouvelle-Zélande, l'impact est tel que l'ANZAC Day, destiné à commémorer l'engagement des troupes océaniennes pendant la Première Guerre mondiale (ANZAC étant le sigle désignant les troupes venues d'Océanie), a été fixé le 25 avril, jour du début de l'offensive sur Gallipoli. Ce moment dramatique a joué un rôle considérable dans la







construction et le renforcement du sentiment national dans ces deux pays.

Envisager la place de la bataille des Dardanelles dans la Première Guerre mondiale et les visions a posteriori de chaque participant sur l'événement permet d'analyser plus finement les relations entre nations ennemies mais aussi entre peuples alliés. Par ailleurs, l'étude d'un nouveau genre de bataille, qui plus est sur un front « périphérique » à l'Europe de l'Ouest, et dans lequel s'engagent des troupes venues de tous les continents, élargit la connaissance d'un conflit véritablement mondial et multiforme. On peut également inscrire la bataille dans une réflexion sur l'échec des offensives au sein du premier conflit mondial.

1916: la bataille de la Somme

Les grandes « batailles » de 1916 sont l'occasion de mettre en place la différence classique et schématique entre tactique et stratégie. Pour Clausewitz, « la tactique est la théorie relative à l'usage des forces armées dans l'engagement, la stratégie est la théorie relative à l'usage des engagements au service de la guerre ». La tactique se situe au niveau de la bataille, la stratégie au niveau de la conduite globale de la guerre.

La prolongation de la guerre induit des débats sur la stratégie à mener, voire sur la tactique à adopter. La tactique se joue traditionnellement au niveau de la bataille. Or, les « batailles » de la Somme et de Verdun sont très particulières : il s'agit d'une intensification des combats, qui existent déjà avant et après. Elles sont difficiles à délimiter (comme l'ont montré Antoine Prost et Gerd Krumeich), et leurs objectifs mêmes ne sont pas clairs, y compris pour les historiens, tant ils ont été réinterprétés a posteriori par les acteurs pour justifier leurs décisions.

On pense généralement que le chef de l'état-major allemand, Erich von Falkenhayn, mène d'abord l'offensive de Verdun pour créer un point de fixation et pouvoir percer ailleurs. Pour Hew Strachan, son intention était « avant tout stratégique, livrer une bataille contenue sur un front limité ». L'affrontement s'intensifiant, von Falkenhayn dira avoir voulu « saigner à blanc » l'armée française. L'offensive de la Somme est franco-britannique et les objectifs ne sont pas les mêmes chez les deux alliés. Douglas Haig, commandant en chef des forces britanniques en France, voudrait réaliser une percée. Joffre, quant à lui, n'y croit pas et voit surtout dans l'offensive la possibilité d'obliger les Allemands à diminuer leur pression sur Verdun (où la bataille fait rage de février à décembre 1916). Haig finira par présenter cela comme un des objectifs de l'offensive.

Une semaine avant le début de l'offensive de la Somme, l'artillerie britannique lance une pluie ininterrompue d'obus (1,5 million au total) censée détruire les positions ennemies. Confiants, les fantassins britanniques se lancent, le 1er juillet, à l'assaut du *no man's land*. Or, les Allemands disposaient de tranchées très profondes et ingénieusement bâties; par ailleurs, un grand nombre d'obus n'avait pas explosé. C'est pourquoi, dès les premières minutes, l'assaut tourne au carnage. Les pertes sont estimées à près de 3 000 soldats par minute. Au terme de la journée, sur les 120 000 Britanniques envoyés au front, 20 000, dont 1 000 officiers, sont tués, et 40 000 blessés. Ceux qui constituaient la « Nouvelle Armée » de Kitchener ont été fauchés et laissent des villages entiers du Royaume-Uni vides de leurs jeunes hommes.

La bataille se poursuit durant cinq mois et mobilise 51 divisions venues de tout l'Empire britannique : Canada, Nouvelle-Zélande, Australie, Inde, etc. Le mitraillage







violence du conflit.

de tranchées par l'aviation britannique participe de la violence des affrontements; les Britanniques expérimentent les premiers chars d'assaut, dont les résultats ne sont pas encore convaincants. La bataille donne lieu à la première utilisation soutenue du cinéma à des fins de propagande, avec le film de Geoffrey H. Malins et John B. MacDowell, <u>La Bataille de la Somme</u>, qui a plus choqué que convaincu car il dévoilait la

Les avancées sont minimes : 12 km pour les Britanniques, 8 km pour les Français. Le bilan est un des plus lourds du conflit avec 443 000 morts et disparus, dont 206 000 pour l'armée britannique et 170 000 pour les Allemands. On compte 616 000 blessés tous camps confondus. En comparaison, la bataille de Verdun, beaucoup plus longue, a causé 750 000 morts et disparus au total. L'année 1916 marque le passage d'un seuil dans la violence de guerre et dans le nombre de victimes du front de l'avant. Cette bataille peut être utilisée pour définir la guerre de position, mettre en avant l'équilibre des forces, la disproportion entre les pertes et les avancées des troupes, et expliquer l'usure et la lassitude des combattants.

Mars 1918 : la dernière offensive allemande

Le retrait de la Russie, entériné par le traité de Brest-Litovsk, pousse l'Allemagne, dès lors en nette supériorité numérique sur le front occidental, à lancer la Kaiserschlacht, c'est-à-dire la « bataille de l'Empereur », une grande offensive faite pour prendre un avantage décisif avant que les États-Unis n'envoient toutes leurs troupes en Europe et que celles-ci ne soient véritablement opérationnelles. Le général Ludendorff vise tout particulièrement les troupes britanniques, sorties épuisées des quatre offensives meurtrières et infructueuses d'Arras, Messines, Passchendaele et Cambrai (1917). La stratégie allemande consiste à percer le front devant Amiens puis à encercler les forces britanniques en rompant leurs lignes de ravitaillement. L'Allemagne et ses alliés placent 58 divisions (contre 16 pour les Français et les Britanniques) ainsi qu'une artillerie conséquente. Les troupes alliées, désagrégées, doivent se replier. Les Allemands font des milliers de prisonniers de guerre. Ils semblent proches de remporter cette ultime bataille et la guerre. Cependant, la France réagit promptement en nommant le général Foch comme commandant unique des armées et coordonnateur de l'ensemble des forces alliées, ce qui n'avait jamais pu être réalisé depuis le début du conflit. Une seconde offensive allemande se déploie en avril et aboutit à une nette avancée de plus de 80 km; les troupes allemandes franchissent la Somme. Le bilan humain de ces offensives s'élève à 236 000 Britanniques et 92 000 Français « disparus », c'est-à-dire soit décédés, soit faits prisonniers.

Les moyens mis à disposition par les nations sont colossaux : du côté des empires centraux, on dénombre 192 divisions, 3 670 avions, 14 000 canons et 10 chars, quand dans le camp des Alliés sont mobilisés 178 divisions, 4 500 avions, 18 500 canons et 800 chars.

À ce stade de la guerre, personne ne peut prédire son issue. C'est bien ce qu'il faut faire comprendre aux élèves, à savoir que l'histoire ne peut être lue comme un récit téléologique. L'histoire militaire en est une illustration criante, puisque les moments, les espaces et les enjeux ne cessent de se transformer, et les équilibres s'en trouvent parfois profondément modifiés.

Sur chaque point de passage et d'ouverture, il est possible de faire travailler les élèves à partir de lettres du front, de photographies, d'affiches de propagande, de discours







des responsables politiques et militaires, ou encore d'articles de presse d'époque. Rappelons ici que l'approfondissement de chaque point de passage et d'ouverture peut être très variable, de l'étude d'un ou deux documents à un travail plus approfondi et documenté. Il importe donc de choisir, selon le traitement du thème, les points de passage et d'ouverture qui donnent lieu à un travail approfondi.

Pièges à éviter dans la mise en œuvre

- Rester focalisé sur le front européen, n'étudier que des batailles impliquant la France et l'Allemagne.
- Ne traiter que l'expérience combattante et ne pas suffisamment porter l'analyse à l'échelle des états-majors à travers les batailles clés du conflit.
- Se perdre dans une étude trop détaillée des batailles.

Chapitre 2 – Les sociétés en guerre : des civils acteurs et victimes de la guerre

Enjeux du chapitre

Les civils, nouveaux acteurs à mobiliser dans une guerre « totale »

En août 1914, des millions d'hommes sont mobilisés dans l'ensemble des pays impliqués dans le conflit afin de partir combattre. Ils laissent « à l'arrière » des hommes et des femmes, des enfants et des personnes âgées, sur lesquels repose désormais la tâche de produire les armes nécessaires à la victoire, de nourrir le pays dans son entier, de soigner les blessés, de soutenir moralement les soldats et tout en endurant violences, privations et deuil. En France, le président du Conseil René Viviani lance un appel le 7 août 1914 : « Debout, donc, femmes françaises, jeunes enfants, filles et fils de la patrie! Remplacez sur le champ du travail ceux qui sont sur le champ de bataille. Préparez-vous à leur montrer, demain, la terre cultivée, les récoltes rentrées, les champs ensemencés! » La notion de mobilisation, qui prend tout son sens dans ce chapitre, en constitue le fil rouge.

L'expression de « guerre totale », apparue sous la plume du polémiste Léon Daudet en 1918, renvoie au fait que l'installation imprévue de la guerre dans la longue durée a nécessité de mobiliser de manière inédite, avec intensité et de façon durable, l'ensemble des sociétés belligérantes, les activités économiques et les infrastructures (transports et circuits commerciaux), dans un mouvement général impulsé par les États et les gouvernements nationaux. Pour financer l'effort de guerre, ces derniers ont recours à plusieurs sources de revenus, à commencer par l'imposition fiscale, les emprunts nationaux à grand renfort de propagande auprès des populations, ainsi que les emprunts auprès de puissances comme les États-Unis.

Une véritable économie de guerre fondée sur un dirigisme politique se met donc progressivement en place partout, entièrement tournée vers la nécessité des sociétés de tenir sur le long terme tout en fournissant les ressources nécessaires pour remporter la victoire. Elle s'appuie sur les progrès techniques et scientifiques autant dans le domaine de l'armement (les ingénieurs mettent au point des armes chimiques, des canons plus perfectionnés, des engins motorisés sur tous types de terrains, etc.) que dans le domaine de la médecine. Les techniques chirurgicales s'améliorent avec des taux de survie bien supérieurs à ceux d'avant-guerre. Afin de venir au plus vite







au secours des blessés, des ambulances automobiles appelées « petites Curies » et équipées d'appareils de radiologie sont installées sur les différents fronts. Grâce à ces machines, qui localisent les balles ou les éclats d'obus, les soldats peuvent parfois éviter les amputations et être pris en charge rapidement. On peut ainsi intégrer le point de passage et d'ouverture sur« Marie Curie dans la guerre », tant comme un exemple de la mobilisation d'une scientifique – physicienne en l'occurrence, deux fois lauréate du prix Nobel pour ses découvertes –, que pour ses recherches et son action pendant la guerre.

Dans l'industrie, en particulier les secteurs de la métallurgie et de la mécanique, ainsi que dans les exploitations agricoles ou dans le négoce, les femmes doivent pallier la pénurie d'hommes, y compris dans les postes à responsabilité. Au front, elles soignent les blessés en tant qu'infirmières, ou soutiennent le moral des soldats comme marraines de guerre. Celles qui travaillent dans les usines d'armement sont surnommées les « munitionnettes » : elles sont 430 000 en France en 1918. Les puissances coloniales font également appel à des travailleurs indigènes. L'Allemagne met à contribution les enfants pour exploiter les mines de charbon, tandis que la Russie les emploie davantage dans les usines d'armement. Cependant, cet afflux de main-d'œuvre sous-payée, puisque femmes et enfants peuvent toucher jusqu'à moitié moins qu'un ouvrier pour le même travail, provoque une forte pression sur les salaires et les conditions de vie. Si l'organisation de l'économie de guerre par l'État apporte une reconnaissance aux syndicats ouvriers qui y sont associés, comme en France avec l'action d'Albert Thomas, le nombre de grèves explose en 1917 dans tous les pays européens protagonistes hormis l'Autriche-Hongrie (ce qui est à relier à la grande lassitude marquant cette année, déjà signalée dans le chapitre précédent). On en compte 4 369, ce qui paralyse dans certaines villes la production d'armement. À Paris, les ouvrières de la couture surnommées les « midinettes » réclament la « semaine anglaise », c'est-à-dire la libération du samedi après-midi, ainsi qu'une indemnité de vie chère. En Russie, les grèves achèvent la décomposition politique du régime, exacerbant les tensions sociales jusqu'à la révolution de février 1917.

Privations et inflation deviennent le quotidien des civils et sont la rançon de la durée du conflit : les denrées alimentaires, ainsi que les sources d'énergie (charbon, pétrole et essence) deviennent chères, voire inaccessibles. L'éclairage urbain se réduit au minimum et le rationnement est instauré en 1917. Des tensions émergent rapidement entre le front de l'avant et celui de l'arrière, les soldats considérant que les civils s'en tirent à bon compte en comparaison de l'horreur vécue sur les champs de bataille, alors que les civils mettent en avant les privations dont ils sont victimes. En Allemagne, la priorité est donnée au ravitaillement de l'armée, au détriment des civils. Par ailleurs, les hommes restés à l'arrière pour travailler sont considérés comme des « embusqués ». Certaines classes sociales se sentent défavorisées quant au sacrifice consenti, imputant aux gouvernements de privilégier le monde ouvrier et celui des affaires.

Les civils, nouvelles cibles de la guerre

La question des civils est à relier à deux aspects fondamentaux : celui de la mobilisation qui les rend acteurs et celui de la violence de guerre qui tend à faire d'eux des cibles. Dans ce chapitre, il faut également rappeler la diversité des situations auxquelles les civils sont confrontés : certains territoires (la Serbie, la Belgique ou le nord et l'est de la France, par exemple) sont occupés et subissent par conséquent la présence quotidienne des soldats ennemis et les violences subséquentes : viols,







travail forcé, prises d'otages, déportations, réquisitions de matériel et de denrées alimentaires, bombardements (Belgrade, Reims, Roubaix)... C'est ainsi que la population lilloise passe de 217 000 habitants en 1914 à 112 000 à la fin de la guerre. La ration alimentaire quotidienne n'est plus que de 1 400 calories. À l'Est, le reflux des armées russes de Galicie et de Bukovine s'accompagne de déportations massives de populations minoritaires (allemandes, ukrainiennes, juives et polonaises), ainsi que de massacres.

Dans l'Empire ottoman musulman, la **minorité arménienne** de confession chrétienne vivant dans la moitié est du pays depuis des siècles (en Cilicie et dans le Caucase notamment, à la frontière entre les empires russe et ottoman) fait l'objet de premières persécutions entre 1894 et 1897. Dans un contexte tendu de revendications nationalistes et d'égalité des droits avec les musulmans, le sultan Abdulhamid II fait exécuter entre 200 000 et 300 000 Arméniens. Ces massacres et pillages suscitent l'indignation des puissances occidentales et des organisations humanitaires, comme le montre le discours de Jean Jaurès devant la Chambre des députés le 3 novembre 1896.

Quelques mois seulement après l'entrée en guerre de l'Empire ottoman, le gouvernement nationaliste turc (Comité Union et Progrès) élabore cette fois un programme de destruction totale de la population arménienne, qui s'élève alors à deux millions d'individus, arguant de leur trop grande proximité avec la Russie. Le 24 avril 1915, plusieurs centaines de dirigeants politiques, de cadres économiques et d'intellectuels arméniens sont déportés en Anatolie puis sauvagement assassinés. C'est le point de départ du premier génocide en Europe.

Au lendemain de la décision du Conseil des ministres turcs de déporter officiellement la population arménienne des *vilayets* orientaux d'Erzerum, Van et Bitlis (à l'est du pays) selon une politique dite « d'homogénéisation démographique », la France, la Russie et le Royaume-Uni publient une déclaration. La Triple Entente y définit les « crimes contre l'humanité et la civilisation » perpétrés à l'encontre des Arméniens de l'Empire ottoman et annonce que les gouvernements alliés « tiendront personnellement responsables des dits crimes tous les membres du gouvernement ottoman ainsi que ceux de ses agents qui se trouveraient impliqués dans de pareils massacres ». Malgré cette menace morale, le génocide se poursuit.

Mehmet Talât Pacha, alors ministre de l'Intérieur, envoie ainsi aux gouverneurs des provinces l'ordre d'exterminer les Arméniens : « Sans égard pour les femmes, les enfants, les infirmes, quelque tragiques que puissent être les moyens de l'extermination, sans écouter les sentiments de la conscience, il faut mettre fin à leur existence » (25 septembre 1915). La première phase consiste en la déportation des populations arméniennes dans des camps de concentration. Beaucoup meurent en chemin, d'épuisement ou assassinés. Dans un second temps, les prisonniers sont tués dans les camps. Le bilan se situe entre 1,2 et 1,5 million d'Arméniens victimes des autorités ottomanes, auxquels il faut ajouter entre 500 000 et 700 000 Assyro-Chaldéens chrétiens.

Il est donc important de faire comprendre aux élèves que le génocide des Arméniens s'inscrit dans un vaste processus d'épuration ethnique qui a commencé à la fin du XIX^e siècle. Les moyens mis en œuvre et l'ampleur des massacres sont alors inédits. Mettre en avant la radicalisation nationaliste issue de la guerre est important. Il semble intéressant de croiser les regards sur ce génocide, aussi bien en s'appuyant







1RE

sur des témoignages de rescapés que sur les directives officielles turques, pour bien en comprendre les rouages. On peut également faire appel aux opinions étrangères à travers la presse ou les correspondances diplomatiques. Par le biais de l'étude de la déclaration de la Triple Entente du 24 mai 1915, on peut faire réfléchir les élèves à la question de la responsabilité internationale face aux massacres et aux génocides. Pourquoi la lutte contre l'extermination des Arméniens n'est-elle pas devenue un but de guerre allié comme pouvait le laisser entendre la déclaration du 24 mai 1915? Pourquoi les tribunaux internationaux prévus par le traité de Sèvres n'ont-ils pas été mis en place?

Le traitement du point de passage et d'ouverture consacré à la déclaration peut déboucher sur une réflexion concernant les rapports entre la communauté internationale et la définition du génocide. Quand le juriste Raphaël Lemkin élabore le terme en 1944, il réfléchit à partir de trois exterminations de masse : celle des Arméniens, celle des Ukrainiens au début des années 1930, et bien sûr la Shoah.

Pièges à éviter dans la mise en œuvre

- · Remonter trop loin dans la mise en contexte des événements.
- Ne pas suffisamment cibler certains aspects de la mobilisation des sociétés et vouloir tout étudier.
- Digresser sur la censure et la propagande mises en place par les États engagés dans la guerre.
- Se contenter du traitement de la culture de guerre.

Chapitre 3 – Sortir de la guerre : la tentative de construction d'un ordre des nations démocratiques

Enjeux du chapitre

Le concept de « sortie de guerre » permet tout d'abord de repenser globalement la chronologie des conflits, en insérant l'après-guerre dans un temps plus long que l'arrêt technique des hostilités (armistice) et la signature des traités de paix après une période variable de négociations diplomatiques. Cette notion tend, chez les historiens, à suppléer complètement celle d'après-guerre, et davantage encore celle d'entre-deux-guerres. Elle est par ailleurs enrichie par des approches thématiques autour des « démobilisations » (militaire, économique, culturelle). Cette approche permet encore de repenser la dialectique vainqueurs/vaincus en s'attachant par exemple à l'étude de moments clés, d'acteurs, et en variant autant que possible les échelles d'espace et de temps. Rendre aux sorties de guerre leur intensité et leur complexité, c'est donc s'interroger sur les rythmes qui les parcourent, sur les étapes qui marquent la lente déprise du conflit. La frontière entre temps de guerre et temps de paix n'en apparaît alors que plus poreuse.

Si la guerre mondiale cesse, les tensions interétatiques peuvent néanmoins demeurer, de même que des conflits armés localisés. En s'intéressant à cette période de transition que Pierre Chaunu qualifie de « durée molle », plus ou moins longue, entre temps de guerre et temps de paix, il s'agit d'envisager à la fois le temps du deuil, celui de la démobilisation (militaire, économique), le legs mémoriel du conflit et la







reconstruction d'un nouvel équilibre international.

Le choc du conflit : un désastre sans précédent

Le bilan humain et matériel d'une guerre n'a jamais été si lourd. Les champs de bataille ont décimé les armées, avec dix millions de soldats tués, soit 13 % des mobilisés, l'Allemagne ayant payé le prix le plus élevé avec 2 millions de morts. Au total, les puissances de l'Entente ont perdu 5,6 millions de soldats et celles de l'Alliance 4,4 millions. Il faut rajouter une trentaine de millions de blessés, dont les « gueules cassées ». Les traumatismes psychiques, longtemps sous-estimés, mènent souvent les « mutilés du cerveau » dans des asiles psychiatriques et les marginalisent de la société d'après-guerre. Les populations civiles ont aussi beaucoup souffert de ces quatre années de guerre, en particulier les Arméniens victimes du génocide, de même que les Assyro-Chaldéens et, de manière générale, les civils vivant dans des territoires occupés, voire à proximité des zones de combat (Belgique, Italie, Serbie, nord et est de la France...). Des millions de veuves et d'orphelins se retrouvent parfois sans ressources. On estime au total à environ six millions le nombre de victimes civiles de la guerre. À la fin du conflit, l'épidémie de grippe espagnole s'ajoute à ce tableau en tuant plus de deux millions d'Européens. En outre, les conséquences démographiques de la guerre, du fait des pertes mais également des naissances non advenues, sont durables et profondes : déséquilibre entre hommes et femmes, dépeuplement des campagnes et chute de la population active.

Par ailleurs, les exploitations agricoles ont été dévastées par les obus et des villes et villages martyrs, bombardés, sont presque entièrement détruits (Reims, Péronne, Douaumont...). Les économies nationales, qui s'étaient entièrement tournées vers les industries de guerre, peinent à se diversifier de nouveau. Les pertes touchent également le matériel militaire, les flottes de commerce (le Royaume-Uni perd de ce fait 7,8 millions de tonnes de marchandises). Il faut ajouter à cela les dettes extérieures contractées, auprès des États-Unis par exemple (cela représente pour la France onze années d'investissements).

Sur cet immense cimetière, les chefs d'État envisagent la suite, à commencer par les termes d'une nouvelle paix mondiale.

Reconstruire un monde et garantir la paix?

Les principes des 14 points de Wilson et la fondation de la Société des Nations (SDN) L'étude des 14 points énoncés par le président des États-Unis d'Amérique Woodrow Wilson, le 8 janvier 1918 lors d'un discours devant le Congrès, semble un préalable à toute réflexion sur le sujet, en axant l'analyse des élèves sur les principes énoncés : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe des nationalités, libre circulation, refus d'un impérialisme national, et création d'une grande organisation internationale comme fondement d'une paix future. On peut essayer de mesurer l'impact des 14 points dans l'élaboration des traités de paix qui suivent. Il importe aussi de mesurer la rupture que ces principes représentent par rapport au jeu des puissances étudié dans l'année, entre nationalisme et concert européen.

Les traités de paix et la fin des empires multinationaux

Il s'agit ici de revenir sur le contexte d'élaboration de ces traités et les enjeux soulevés lors de la Conférence de la paix qui se réunit de janvier à juin 1919. Les espoirs des populations sont immenses et l'opinion publique marquée par deux tendances : le wilsonisme et le patriotisme. Les représentants choisis pour siéger aux tables des







négociations incarnent cette tension : W. Wilson, G. Clemenceau, D. Lloyd George et V. Orlando. Les trois Européens souhaitent avant tout imposer la démocratie, ainsi que faire payer et affaiblir l'Allemagne.

À l'issue de cette période de négociations, le traité de Versailles fait figure de modèle, car il est le premier à être signé, le 28 juin 1919, et donne le ton des modifications territoriales imposées aux vaincus (ici l'Allemagne) et des réparations exigées par les pays vainqueurs. Il crée par ailleurs la Société des Nations, dont le siège est fixé à Genève, et qui est régie par une convention signée par 44 États, mais sans les États-Unis. En effet, le 19 mars 1920, la ratification du traité de Versailles a été repoussée par le Sénat américain faute d'une majorité des deux-tiers, et cet échec est devenu irrémédiable avec la victoire du candidat républicain lors des élections présidentielles de novembre 1920, témoignant ainsi du décalage entre la majorité politique américaine et l'idéalisme wilsonien.

La SDN se voit confier trois objectifs: faire respecter le droit international, résoudre les conflits par le biais d'un arbitrage et abolir la diplomatie secrète. Ainsi, des territoires stratégiques sont immédiatement placés sous le contrôle direct de l'organisation (la Sarre, le corridor de Dantzig par exemple); d'autres deviennent des mandats sous la tutelle des pays vainqueurs (Liban et Syrie confiés à la France, Palestine au Royaume-Uni). L'œuvre de Léon Bourgeois, premier président de la SDN et prix Nobel de la Paix en 1920, peut être étudiée et faire l'objet d'une présentation orale par les élèves. Le fonctionnement de la SDN et ses actes concrets dans les premières années donnent des pistes de travail. En effet, divers organes qui lui sont affiliés visent à réduire les inégalités sociales et économiques, à l'instar de l'Organisation internationale du travail (OIT) ou de la Commission de l'esclavage.

Une douzaine d'autres traités suivent, pour la plupart bilatéraux, redessinant la carte de l'Europe. Une étude des modifications territoriales par le biais de cartes géopolitiques, mais aussi d'affiches de propagande défendant ou dénonçant ces traités, est envisageable. Le point de passage et d'ouverture sur « les traités de paix (1919-1923) » peut permettre d'approfondir cette question.

À l'issue de cette série de traités qui se clôt par le traité de Lausanne de 1923, les empires ottoman et austro-hongrois sont démantelés, l'Allemagne et la Russie nettement amputées. De nouveaux États apparaissent, comme la Pologne, les États baltes, la Finlande, la Hongrie, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Les territoires des pays vainqueurs sont agrandis. Ces remaniements provoquent de nombreux conflits. L'application du principe des nationalités est en effet très problématique dans des territoires où les populations sont indissolublement mêlées depuis très longtemps, ce qui amène forcément à retrouver des minorités insatisfaites à d'autres échelles.

Les interventions étrangères et la guerre civile en Russie jusqu'en 1922

La désintégration de l'empire russe (cf. chapitre 1) et la prise de pouvoir des bolcheviks déclenchent une guerre civile qui débouche sur la mise en place d'un communisme de guerre appuyé sur l'Armée rouge dirigée par Trotski. Lénine prend des mesures exceptionnelles, à commencer par l'étatisation et la planification de l'économie, la censure des médias, la mise en place d'une police politique (la *Tcheka*). Le tsar et sa famille sont exécutés. La guerre civile se poursuit pendant plusieurs années entre les « Rouges » et les « Blancs », elle est le théâtre de déferlements de violences variées.







Afin de soutenir ces derniers dans leur lutte contre les bolcheviks, une coalition dite « alliée » regroupant quatorze nationalités, dont des Tchécoslovaques, des Américains, des Grecs, des Français, des Japonais et des Britanniques, est mise en place dès 1918. Cependant, le manque d'organisation stratégique et de moyens provoque rapidement une lassitude, et les Alliés se retirent à partir de mars 1920, à l'exception des Japonais qui ne partent que deux ans plus tard. La victoire finale des bolcheviks se traduit par l'exil de près d'1,5 million de « Russes blancs » dans le monde entier, essentiellement en l'Europe occidentale. C'est pour ces réfugiés, déchus de leur nationalité d'origine, qu'est créé le passeport « Nansen ».

En 1920, l'Armée rouge tente de récupérer les territoires perdus à l'ouest, mais elle est refoulée par une contre-attaque polonaise. Une série de traités (Tartu et Moscou en 1920, Riga en 1921 et Rapallo en 1922) met fin à ces guerres de reconquête mais laisse le pays exsangue. Autour de 10 millions de personnes sont mortes, soit bien plus pour le pays que lors de la Première Guerre mondiale. En 1921, l'État est totalement désorganisé, la famine et la sécheresse font rage, et le pays est saigné démographiquement. Toutefois, les frontières se stabilisent et Lénine peut alors entamer la nouvelle politique économique (NEP) dans le but de redresser le pays. L'Union des républiques socialistes soviétiques voit officiellement le jour le 30 décembre 1922, intégrant de fait toutes les républiques du territoire dans une structure fédérale dominée par la Russie et dirigée par le seul parti communiste (PCUS).

Deuils individuel et collectif et enjeux de mémoires

Les enjeux de mémoire de la Grande Guerre tant pour les acteurs collectifs que pour les individus et leurs familles

L'arrêt des combats et le retour en masse des soldats démobilisés du front induisent de nombreux effets directs et indirects sur les sociétés qui tentent de revenir à une situation de paix. L'urgence est d'abord d'enterrer ses morts et de gérer le traumatisme collectif lié aux violences de guerre. Les soldats morts au front ont souvent été inhumés dans des fosses communes, sans identification systématique. Leurs familles souhaitent cependant récupérer les corps afin de les enterrer plus dignement, dans le cimetière communal. Des comités nationaux sont créés, mais cela ne suffit pas à éviter les abus et le transport illégal de cadavres (cf. les travaux de l'historienne Béatrix Pau à ce sujet). La construction de milliers de monuments funéraires – ossuaires comme à Douaumont, monuments aux morts communaux, cimetières militaires ou encore Tombe du soldat inconnu) - témoigne de la volonté collective de commémorer les morts de la guerre. L'État français participe ainsi de la création d'un « ensemble parfaitement tragique : unité de temps, le 11 novembre ; unité de lieu, le monument aux morts; unité d'action, la cérémonie commémorative », comme l'écrivent Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker¹. Si la Belgique, le Royaume-Uni, le Canada ou les États-Unis optent également pour le 11 novembre comme date de commémoration de la victoire et de la paix, tous n'ont cependant pas érigé cet anniversaire en jour férié. L'obtention d'un jour férié témoigne en France de l'influence des anciens combattants, comme par ailleurs la puissance du pacifisme dans l'entre-deux-guerres.

La question de la mémoire de la Première Guerre mondiale chez les pays vaincus revêt une autre complexité. Elle est par exemple peu étudiée et enseignée du point de







^{1.} Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Annette BECKER, 14-18, retrouver la Guerre, Paris, Gallimard coll. « Folio Histoire », 2000, p. 249.

vue russe. Le fait que la Russie ait d'abord été battue par l'Allemagne, qui fut ensuite vaincue par les Alliés, et que de manière quasi-concomitante le pays soit entré dans une révolution puis une longue guerre civile noie quelque peu la mémoire du conflit mondial en tant que tel. Pourtant, la Russie a perdu environ 1,8 million d'individus, militaires et civils confondus, les chiffres variant de manière assez considérable. Le seul personnage mis en avant est le général Broussilov, qui fait le lien entre la guerre mondiale et la guerre civile. Par ailleurs, la question de la mise en place du régime soviétique reste délicate. En Allemagne, la théorie du « coup de poignard dans le dos » a beaucoup contribué à la déstabilisation de la république de Weimar; après la Seconde Guerre mondiale, la place de cette « catastrophe originelle » reste marginale dans les enseignements et l'État fédéral n'a pas établi de date de commémoration officielle. Cette responsabilité d'organiser des cérémonies civiques incombe dès lors aux Länder, ce qui donne donc à ces commémorations un fort ancrage local. La célébration du centenaire a considérablement fait évoluer le rapport des Allemands à la Première Guerre mondiale, alors que l'historiographie s'est beaucoup renouvelée depuis une trentaine d'années.

La mémoire de la Grande Guerre s'écrit également grâce à la multitude de témoignages écrits et oraux, récoltés et exploités de manière de plus en plus systématique. Ainsi, les élèves peuvent être amenés à consulter différents types d'archives, sur le terrain en découvrant des fonds près de leur lycée ou via certains sites Internet, comme celui des <u>archives départementales du Maine-et-Loire</u>. Ils peuvent par exemple chercher sur la <u>base des morts pour la France de la Première Guerre mondiale</u> des traces de soldats disparus, ou lire des extraits de textes d'anciens combattants évoquant la sortie de guerre et les difficultés à reprendre une vie « normale ». Une <u>présentation biographique très pédagogique des députés morts pour la patrie</u> est accessible sur le site de l'Assemblée nationale. Enfin, des films ou des ouvrages de fiction peuvent également être exploités en éclairant bien la dimension fictionnelle (par exemple le livre de Pierre Lemaître, *Au revoir là-haut*, ainsi son adaptation cinématographique).

Pour ceux qui ont survécu et qui tentent de se réinsérer dans la société, une forme de solidarité liée à une communauté de souffrance voit le jour au travers d'associations d'anciens combattants. Parmi elles, l'Union des Blessés de la Face, créée en 1921, participe notamment au développement de la Loterie nationale. Surtout, les anciens combattants constituent une force politique de premier ordre qui pèse durablement sur les institutions républicaines de l'entre-deux-guerres.

Comment insérer les points de passage et d'ouverture 1919-1923 : les traités de paix

Pour aborder les traités de paix, il convient de dépasser le strict cadre des modifications territoriales qu'ils impliquent. Il est ainsi possible de s'attacher aux conséquences politiques directes de ces décisions, comme celles des traités de Sèvres (1920) puis de Lausanne (1923) sur la formation de la nouvelle Turquie. L'étude des clauses du traité de Versailles et leurs conséquences territoriales et économiques sur l'Allemagne, devenue le 6 février 1919 la République de Weimar, peut mener à confronter les deux visions, française et allemande, de ce texte. Les conséquences politiques, économiques, sur la société allemande, peuvent être brièvement évoquées. De manière générale, se pencher sur les traités permet de mettre en avant les temporalités différentes des sorties de guerre.







La notion de frontière et de respect du principe des nationalités doit être abordée. Les conséquences à moyen et long terme de ces recompositions territoriales ne peuvent être éludées en évoquant la genèse de la « balkanisation de l'Europe », sans pour autant traiter trop longuement des crises ou des guerres qu'elles suscitent à long terme. En effet, établir un lien mécanique entre le traité de Versailles et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale fait fi de toute la complexité de l'histoire de l'entre-deux-guerres, donnant une vision téléologique à bannir en histoire.

1920 : le soldat inconnu et les enjeux mémoriels

Dès la signature de l'armistice le 11 novembre 1918, l'idée d'inhumer un soldat anonyme au Panthéon afin d'honorer tous les Français morts pour la patrie germe dans les milieux politiques. L'anonymat est en effet de lot de nombreux soldats décédés qui n'ont pu être identifiés, ce qui en fait les symboles de la mort de masse. Deux propositions de loi sont successivement abandonnées en 1918 et 1919. En 1920, le Royaume-Uni procède de son côté à l'inhumation d'un *Tommy* inconnu à l'abbaye de Westminster, nécropole royale, ce qui relance le débat en France. À l'issue d'une tumultueuse séance à l'Assemblée, la décision est prise d'ensevelir le Soldat inconnu non au Panthéon mais sous l'Arc de Triomphe. La première cérémonie se déroule le 11 novembre 1920, tandis que la Flamme du Souvenir n'est adoptée que deux ans plus tard

À partir du site Gallica sur lequel <u>les débats à l'Assemblée parus dans le Journal officiel</u> ont été numérisés, les élèves peuvent travailler autour des enjeux mémoriels liés au lieu et aux modalités d'inhumation du Soldat inconnu. Cela engage éventuellement une restitution écrite ou orale de la part des élèves.

1922 : le passeport Nansen et le statut des apatrides

Fridtjof Nansen, un diplomate norvégien, devient en 1921 le premier Haut-Commissaire pour les réfugiés, prenant la tête d'une nouvelle commission dépendant de la SDN. L'urgence se porte alors sur les centaines de milliers de Russes opposants au régime soviétique qui ont fui leur pays depuis la révolution d'octobre et ont été déclarés apatrides par un décret du PCUS datant du 15 décembre 1922. Déchus de leur nationalité, ils ne disposent donc plus d'aucun titre d'identité valide et se trouvent en situation d'illégalité au niveau international, dans un après-guerre où l'on veut faire vivre la paix européenne par l'application du principe des nationalités. Ils sont notamment dans l'incapacité juridique de demander le droit d'asile. Le passeport Nansen, un document d'identité reconnu par 38 États, devient le premier instrument juridique de protection internationale des réfugiés. Son statut définitif est fixé par la Convention de Genève en 1933, avant son abandon au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il est possible de demander aux élèves de chercher des exemples d'individus ayant pu bénéficier de ce passeport et ainsi de retracer leurs parcours. Le Musée national de l'histoire de l'immigration, ainsi que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) proposent des archives numérisées consultables en ligne.

Pièges à éviter dans la mise en œuvre

- Analyser les différents aspects des sorties de guerre pays par pays, sans privilégier la perspective comparatiste.
- Scander les périodes et se focaliser uniquement sur les traités de paix.
- Ignorer les acteurs.
- Rester dans une histoire « par le haut » et oublier d'incarner des trajectoires individuelles locales.







Pour aller plus loin

Premier chapitre

Références bibliographiques et sitographiques

- Nicolas BEAUPRÉ, Les grandes guerres 1914-1945, Belin, 2012.
- Nicolas BEAUPRÉ, 'La Première Guerre mondiale 1912-1923', La Documentation photographique n° 8137, CNRS Éditions, 2020.
- Éric BONHOMME et Thomas VERCLYTTE, L'Europe de 1900 à nos jours, A. Colin, 2018
- Yves BUFFETAUT, Fabrice LE GOFF, Atlas de la Première Guerre mondiale : 1914-1918, la chute des empires, éd. Autrement, 2014.
- Jean-Jacques BECKER et Gerd KRUMEICH, La Grande Guerre : une histoire francoallemande, Tallandier, Texto, (rééd.) 2014.
- Christopher CLARK, Les somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre, Flammarion, 2013.
- · Paul KEEGAN, La Première Guerre mondiale, Perrin, 2003.
- Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, Les Batailles de 1916, actes réunis par Alexandre LAFON, Sorbonne Université Presse, 2018, en particulier la contribution de Hew STRACHAN, « La redéfinition de la Bataille : Verdun et la Somme », pp. 15-41.
- Alexandre SUMPF, La Grande Guerre oubliée: Russie 1914-1918, Perrin, 2017.
- Jay WINTER (dir.), La Première Guerre mondiale, tome 1 Combats, et tome 2, États, Cambridge History, Fayard, 2013 et 2014.
- Sur le site de la <u>Mission du centenaire</u>, des dossiers thématiques.
- Sur le site « L'Histoire par l'image », des <u>albums sur les grandes batailles de la</u> <u>Première Guerre mondiale</u>.
- Georges Brun, <u>La Première Guerre mondiale: buts, plans et forces en présence</u>, Base numérique du patrimoine d'Alsace, site réseau Canopé de l'académie de Strasbourg, 2015 (une synthèse avec des représentations cartographiques de qualité).
- Chantal ANTIER, « <u>Le recrutement dans l'empire colonial français, 1914-1918</u> », Guerres mondiales et conflits contemporains, 2008/2 (n° 230), pp. 23-36. DOI: 10.3917/gmcc.230.0023.
- « Le suicide de l'Europe », Documentaire historique éponyme réalisé par Alexeï DENISOV (2014).

Références littéraires et cinématographiques

Livres

- Le Feu. Journal d'une escouade, Henri Barbusse (1916).
- The Anzac Book, Charles Bean (1916). Il s'agit d'un recueil de témoignages de combattants australiens et néo-zélandais lors de la bataille des Dardanelles, réunis par un journaliste australien.
- · Les croix de bois, Roland Dorgelès (1919).
- · Catherine soldat, de l'écrivaine allemande Adrienne Thomas (1930).
- À l'ouest rien de nouveau, de l'écrivain allemand Erich Maria Remarque (1929) (voir







- · Voyage au bout de la nuit, Louis-Ferdinand Céline (1932).
- Capitaine Conan, Roger Vercel (1934) (voir l'adaptation de Bertrand Tavernier dans la rubrique suivante).
- · Ceux de 14, Maurice Genevoix (1949).

Films

- Les cœurs du monde, du réalisateur américain D.W. Griffith (1918).
- · l'accuse, film français d'Abel Gance (1919).
- Quatre de l'infanterie, de l'allemand Georg Wilhelm Pabst (1930).
- · À l'ouest rien de nouveau, du réalisateur américain Lewis Milestone (1930).
- · La Grande Illusion, de Jean Renoir (1937).
- · La patrouille de l'aube, du réalisateur américain Edmund Goulding (1938).
- · Les sentiers de la gloire, de Stanley Kubrick (1957).
- · Capitaine Conan, de Bertrand Tavernier (1996).
- · Joyeux Noël, de François Carion (2005).

Deuxième chapitre

Éléments bibliographiques et sitographiques

- Anne DUMÉNIL, « La guerre au XX^e siècle. Tome 2 L'expérience des civils », La Documentation photographique, n° 8043, 2005.
- Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER, L'Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918 : histoire et culture, Bayard, 2004.
- Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, L'enfant de l'ennemi : viol, avortement, infanticide pendant la Grande Guerre, Paris, Aubier, 2009.
- Jean-Jacques BECKER, La France en guerre : 1914-1918. La grande mutation, PUF, 1988.
- Annette BECKER, Journaux de combattants & civils de la France du Nord dans la Grande Guerre, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2015.
- Emmanuel DEBRUYNE, « Femmes à Boches » : occupation du corps féminin dans la France et la Belgique de la Grande Guerre, Paris, Les Belles Lettres, 2018.
- Antoine PROST (dir.), Guerres, paix et sociétés (1911-1946), éd. Atelier, 2003.
- Patrick DAUM, « <u>Les destructions de la guerre de 14-18</u> », site « L'Histoire par l'image ».
- « <u>Apocalypse : 10 destins</u> », dossier Canopé sur les civils dans la guerre.
- John HORNE, « <u>Les violences de guerre faites aux civils</u> », Le Monde, 29 septembre 2014.
- Jay WINTER (dir.), La Première Guerre mondiale, tome 3, Sociétés, Cambridge History, Fayard 2014.

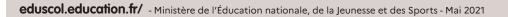
Sur le génocide des Arméniens

- <u>Infographie</u> (5 minutes) retraçant les origines et le déroulement du génocide, *lemonde.fr*, 22 avril 2015.
- Annette BECKER, Hamit BOZARSLAN, Vincent DUCLERT, Le génocide des Arméniens : cent ans de recherches (1915-2015), Paris, Armand Colin, 2015.
- Mikaël NICHANIAN, Détruire les Arméniens. Histoire d'un génocide, PUF, 2014.
- Documentaire de Régis GENTÉ et Nicolas JALLOT, « <u>Génocide arménien. Le spectre</u> <u>de 1915</u> », diffusé sur France 5 (2015).









- Un long dimanche de fiançailles, film français de Jean-Pierre Jeunet (2004).
- · Les Gardiennes, film français de Xavier Beauvois (2016).

Troisième chapitre

Éléments bibliographiques et sitographiques

- « <u>1914-2014</u>: <u>bilan d'un Centenaire</u> », Cycle de conférences « Les Agendas du politique » organisé par les Éditions de l'EHESS et le Labex TEPSIS. Participants : John Horne, Stéphane Audoin-Rouzeau, Arndt Weinrich et *alii*.
- · Dossier de la Documentation française sur la fin de la guerre.
- Annette BECKER, « <u>Des monuments différents? La commémoration dans le nord</u> <u>de la France (1914-1940)</u> », Mélanges de l'École française de Rome, 2000, 112-2, p. 515-528.
- Éric BONHOMME et Thomas VERCLYTTE, *L'Europe de 1900 à nos jours*, Armand Colin, 2018.
- Stéphanie CLAISSE et Thierry LEMOINE, Comment (se) sortir de la Grande Guerre?
 Regards sur quelques pays « vainqueurs » (Belgique, France, Grande-Bretagne),
 L'Harmattan, 2005.
- François COCHET, Les soldats inconnus de la Grande Guerre : la mort, le deuil, la mémoire, Actes du colloque, Verdun-Paris, 9-10 novembre 2010, éd. SOTECA, 2012.
- Emmanuelle DANCHIN, Le temps des ruines 1914-1921, Rennes, PUR, 2015.
- Jean-Pierre DUBOIS, « Le "passeport Nansen", première protection des réfugiés dans l'histoire du droit international », Après-demain, 2016/3, n° 39, p. 48.
- Olivier FARON, Les enfants du deuil : orphelins et pupilles de la nation de la Première Guerre mondiale (1914-1941), Paris, La Découverte, 2001.
- Jean-Yves LE NAOUR, Le Soldat inconnu, la guerre, la mort, la mémoire, Paris, Gallimard, 2008.
- Margaret MCMILLAN, Les Artisans de la paix, Comment Lloyd Gerge, Clemenceau et Wilson ont redessiné la carte du monde, Paris, Jean-Claude Lattès, 2006.
- George MOSSE, De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes, Paris, Fayard, 2015.
- Pierre NORA, Les lieux de mémoire, t. 1 et t.3, Paris, Gallimard, 1997.
- Béatrix PAU, « <u>La violation des sépultures militaires (1919-1920)</u> », Revue historique des armées, n° 259, 2010.
- Antoine PROST, Les anciens combattants et la société française (1914-1939), Paris,
 Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1977.





